

cais, il n'est pas question d'accorder l'indépendance. Le 24 mars 1945, il a publié un plan de fédération entre les cinq pays d'Indochine (Cochinchine, Annam, Tonkin, Laos, Cambodge) : ce plan perpétue donc la division entre les 3 Ky. Le gouvernement fédéral indochinois serait présidé par le gouverneur général représentant de la France et assisté par une Assemblée et des ministres dont la moitié serait des autochtones. Le pouvoir de l'Assemblée serait limité au vote du budget et à la délibération des projets de lois préparés en Conseil d'Etat.

Après la capitulation du Japon, le gouvernement décide d'envoyer les unités disponibles. Leclerc est nommé commandant supérieur des Forces terrestres d'Indochine, Thierry d'Argenlieu, Haut Commissaire de France pour l'Indochine, et commandant en chef des Forces de Terre, de Mer et de l'Air en Extrême-Orient ; cependant, les premiers contacts avec le Comité exécutif provisoire de Saïgon montrent que le Vietminh est prêt à reconnaître à la France des avantages économiques et culturels à offrir des compensations pour les biens nationalisés. Mais il est un point sur lequel le Vietminh est intraitable : la reconnaissance par la France de l'indépendance du Vietnam. C'est là-dessus que buteront toujours Français et Vietnamiens, quels que soient les accords et les compromis.

Le 6 septembre 1945, la première mission britannique arrive à Saïgon. Le maréchal Terauchi (Commandant en chef japonais dans le Sud-Est asiatique) est chargé de rétablir l'ordre. Dans la nuit du 22 au 23 septembre, le contrôle de la ville est repris avec l'aide de soldats français. Le Comité exécutif s'enfuit. C'est le premier acte de la reconquête. Enfin, le 5 octobre, Leclerc entreprend la reconquête, les troupes françaises occupent les villes et les grands axes routiers jusqu'au 16^e parallèle.

Pourtant cette occupation militaire ne règle en rien le problème politique soulevé par l'existence de la R.D.V.N.

Quelle attitude le parti communiste français va-t-il adopter face à cette reconquête visant à garantir les intérêts des colonialistes français menacés par la proclamation de l'indépendance ? Alors que cette reconquête constitue une violation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, une agression contre un gouvernement dont le parti communiste français reconnaît le caractère démocratique et populaire, celui-ci prend une position très ambiguë.

Tout d'abord, la presse du parti communiste français garde le silence au moment de la prise du pouvoir par le Vietminh sans doute par manque d'information. Ce n'est que dans *L'Humanité* du 24 septembre 1945 que l'on apprend qu'il existe un nouveau gouvernement au Vietnam. Une partie de la déclaration d'un représentant indochinois en France (M. Trau Duc Tho) est reproduite : une partie seulement ; celle où Trau Duc Tho expose le programme du Vietminh est omise. Cette seule phrase est publiée afin de rassurer les Français : « Le Vietminh entend respecter les droits des étrangers et les traiter sur un pied d'égalité avec les nationaux. »

Par la suite, de petits articles assez fréquents évoquent les hostilités au Vietnam. Le parti communiste français loin de dénoncer la présence même des troupes françaises au Vietnam, est beaucoup plus scandalisé par l'utilisation faite de l'armée japonaise par les troupes alliées britanniques et françaises. Pour

s'en convaincre, il suffit de récapituler les différents titres des articles :

— 11 octobre : « Les alliés font appel aux nippons contre les indochinois » ;

— 13 octobre : « La gestapo nipponne subsiste sous contrôle britannique » ;

— 18 octobre : « Le commandement franco britannique utilise des avions et pilotes japonais contre les indochinois » ;

— 20 octobre : « Des marins nippons gardent les batteries françaises de Saïgon » ;

— 25 octobre : « *Troupes anglaises et nipponnes, soutenues par des blindés français, engagent de violents combats contre les annamites* » ;

— 2 novembre : « Les Japonais, avant-garde des troupes britanniques et françaises en Indochine. »

Pour le parti communiste français attaché à « liquider tous les vestiges du fascisme » cette utilisation de l'armée japonaise prouve que « l'on est disposé à revenir sur la politique scandaleuse des jours précédents ». Cette politique « défigure la France démocratique ». Ces critiques s'arrêtent là. Le parti communiste français se garde bien de remettre en cause l'intervention des forces armées françaises. Il essaie de minimiser le plus possible leur rôle dans le déroulement des hostilités. Il insiste surtout sur les activités des armées britanniques et japonaises.

Cette politique de force « ni fidèle aux déclarations du général de Gaulle, ni au visage de la France démocratique » inquiète le parti communiste. La situation est grave, car « les position essentielles de la France en Extrême-Orient » sont en jeu. Pour justifier ses dires, le parti communiste se réfère constamment aux événements de Syrie où, à cause d'une politique anti-démocratique, la France a perdu ses positions. Il poursuit ainsi son argumentation : « la perte récente des positions françaises en Syrie devrait inciter les gouvernants français à ne pas répéter les mêmes erreurs vis-à-vis de l'Indochine... Il est urgent de reconsidérer notre attitude en Extrême-Orient si nous ne voulons pas que les mêmes erreurs conduisent aux mêmes néfastes résultats ». (*L'Humanité*, 13 octobre 1945.)

Le parti communiste français s'oppose donc à la force employée en Indochine et propose l'arrêt des hostilités, non pas tellement parce qu'il soutient les peuples indochinois, mais parce que la France risque de perdre ses positions en Extrême-Orient. Certes, le parti communiste se fait le défenseur de la présence française en Indochine, mais il ne peut condamner le Vietminh avec lequel il propose de négocier. Il insiste alors sur tout ce qui peut paraître rassurant ; on ne peut condamner, d'après lui, « les peuples qui demandent qu'on ne finisse radicalement avec cette politique vichyssoise dont ils ont tant souffert ». Le parti communiste français veut démontrer que la lutte du peuple vietnamien est identique à celle menée par le peuple français : c'est